

Chiffres clés | août

450

Incidents de protection rapportés

182

Violations du droit à la propriété

106

Violations du droit à la liberté

80

Violations du droit à la vie/intégrité physique

Chiffres clés | Cumul janvier - août

2 846

Incidents de protection rapportés

1 203

Violations du droit à la propriété

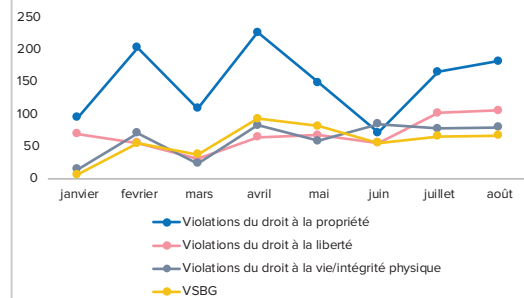
554

Violations du droit à la liberté

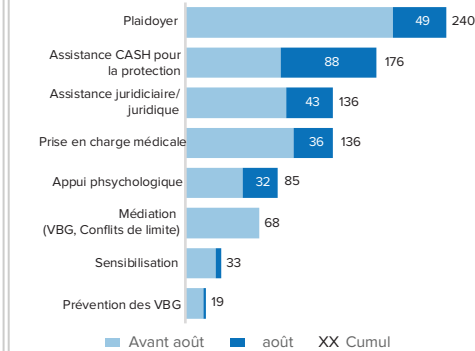
495

Violations du droit à la vie/intégrité physique

Tendances mensuelles principales

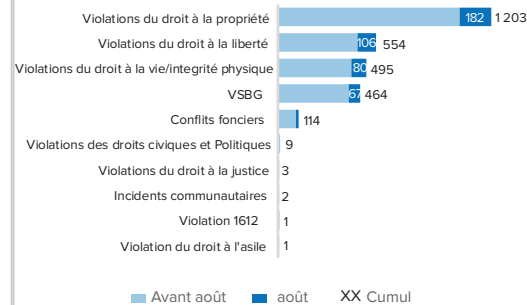


Actions de réponse

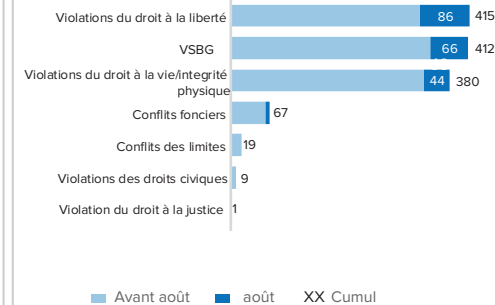


Typologie des incidents

Cas rapportés



Cas suivis



30

Moniteurs de protection de janvier à août 2019

3

Territoires couverts

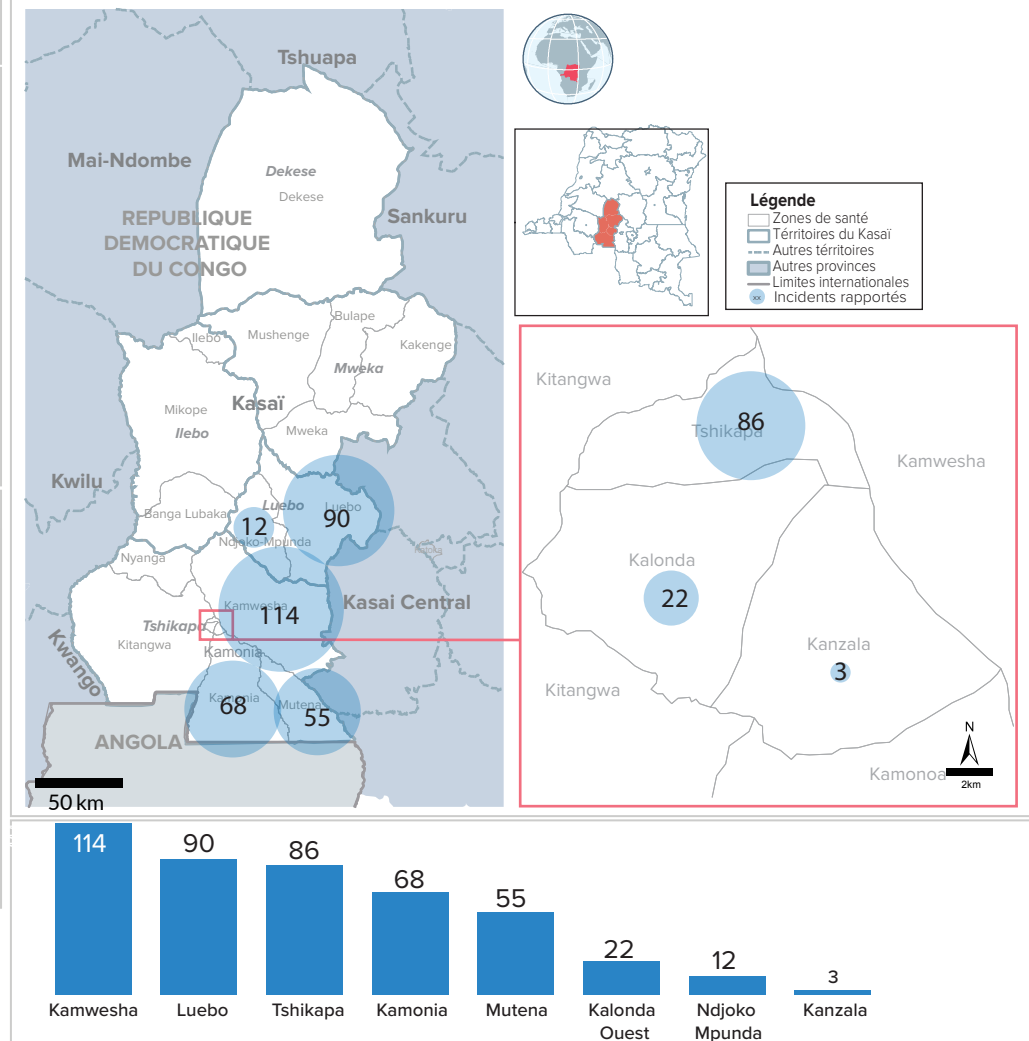
9

Zones de santé couvertes

Tendance générale des incidents

Le monitoring de protection dans le Kasaï reste mis en oeuvre par le partenaire War Child qui couvre deux territoires sur le 5 composant la province. Au total 450 incidents de protection ont été enregistrés durant le mois d'août, soit une hausse de 3% par rapport au mois de juillet. Il s'agit des violations du droit à la propriété (40%), des violations du droit à la liberté (24%), des violations du droit à la vie/intégrité physique (18%), des violences sexuelles et basées sur le genre (15%) et des conflits fonciers (3%). Les PDI sont les plus exposés, suivis des retournés, expulsés et de la population hôte. On note cependant que ces incidents sont plus perpétrés par la population civile suivi des éléments de sécurité et de défense (PNC et FARDC). 69% des incidents collectés ont été suivis et ont bénéficié d'un service de protection : référencement, plaidoyer, médiation, accompagnement juridique et judiciaire...

REPARTITION DES INCIDENTS PAR ZONE DE SANTE | août



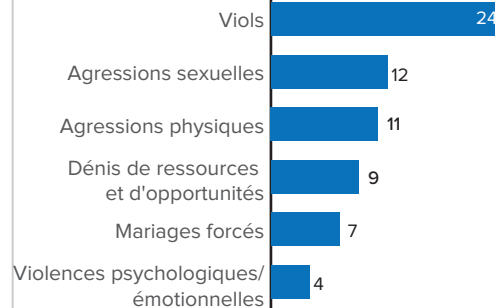
Détails des violations

Il y a une hausse de 3% des incidents par rapport au mois de juillet. La situation est due à l'impunité des auteurs et à l'absence des instances judiciaires dans plusieurs zones. Les forces de sécurité sont absentes dans de nombreuses zones laissant une latitude aux malfaiteurs. Les expulsions continuent, cette situation alimente des violations des droits humains car beaucoup de jeunes sont soupçonnés d'avoir servi dans la milice avant leur départ en Angola. L'éloignement des services sociaux de base met les femmes et filles en danger ; elles marchent dans des endroits isolés à la recherche d'eau, de nourriture et d'autres services. Les victimes des violences sexuelles sont exposées par manque de structures de prise en charge.

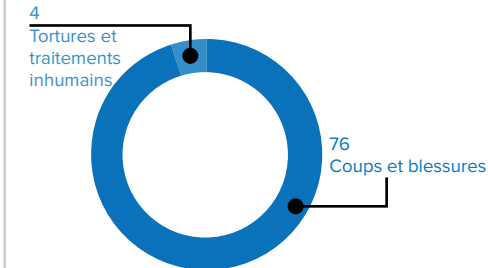
Violations du droit à la propriété



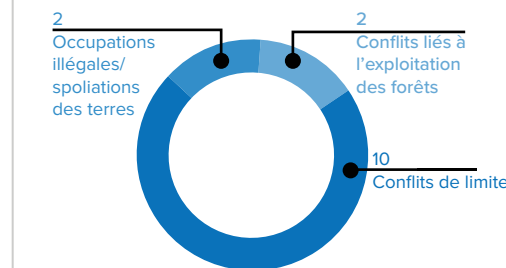
VSBG



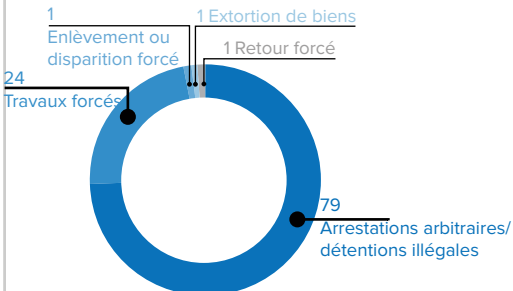
Violations du droit à la vie et à l'intégrité physique



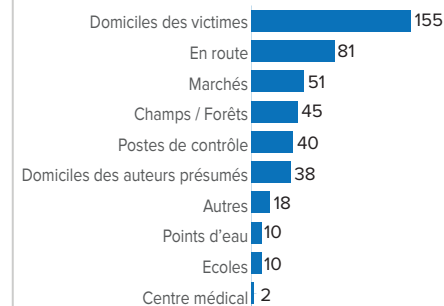
Conflits fonciers



Violations du droit à la liberté



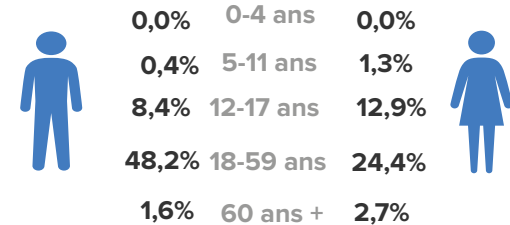
Lieux des incidents



Victimes des violations

Les victimes de ces différentes violations sont principalement les femmes pour ce qui est des violences sexuelles et les hommes pour les autres incidents. L'impunité favoriserait ces pratiques et la situation socio-économique précaire dans un environnement post conflit. Les enfants sont aussi victimes des incidents de protection.

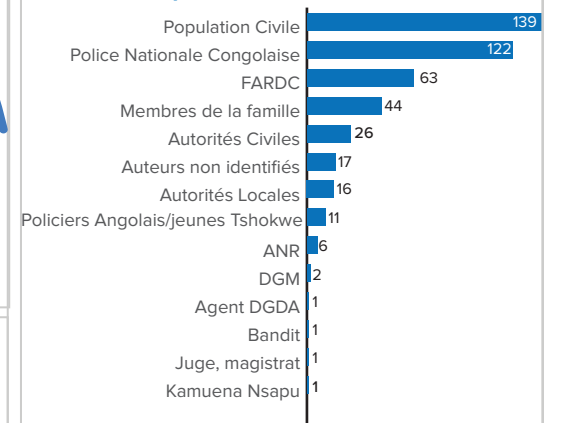
Nombre de victimes de violations par tranche d'âge et sexe



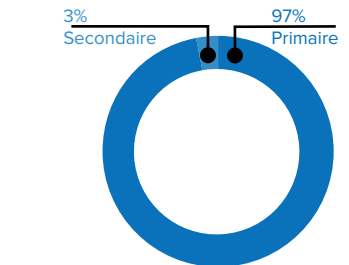
Auteurs présumés des violations

Les auteurs sont les civils (membres des familles y compris) et les forces de sécurité de défense. L'identification des auteurs pose quelquefois des problèmes lorsque les incidents se passent dans des lieux isolés et commis sur des enfants qui ne peuvent reconnaître leurs bourreaux. 41% des auteurs présumés sont des forces de l'ordre.

Nombre d'incidents de protection par profil des auteurs présumés



Source de l'information



FARDC : Forces Armées de la République Démocratique du Congo
ANR : Agence Nationale des Renseignements
DGDA : Direction Générale des Douanes et Ascises
PDI : Personnes Déplacées Internes
VSBG : Violences Sexuelles Basées sur le Genre

Analyse de Protection

La situation de protection dans la province du Kasaï reste dominée par le retour des rapatriés spontanés venus de l'Angola. Ces populations congolaises avaient fui les hostilités entre les FARDC et la milice Kamuina Nsapu depuis plus de deux ans. La plupart de ces rapatriés spontanés ont été réfugiés dans le camp de Louva à Dundo dans le Lunda Northe.

Ce mouvement des rapatriés fait suite à l'appel qu'ils avaient lancé au mois de juillet estimant que la situation sécuritaire était redevenue calme en RDC et que leurs enfants devaient reprendre les études au mois de septembre. Les autorités congolaises ont fait le déplacement vers l'Angola pour sensibiliser les réfugiés au retour dans leur pays et les inciter à rester. Le HCR a quant à lui demandé de la patience aux réfugiés en attendant un rapatriement organisé.

Certaines églises ont été transformées en sites temporaires pour héberger les retournés en attendant une solution durable. Il faut noter que le mouvement des expulsés continue à la frontière de Kamako. La DGM et les autres services de migration procèdent à leur identification.

Les tensions intercommunautaires continuent également à s'observer dans les territoires où des activités de cohésion sociale et de cohabitation pacifique doivent être prioritaires.